Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

11 | 2009

Paroles libres, paroles captives

Présentation du dossier

Mathias Gardet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3044>

DOI : 10.4000/rhei.3044

ISBN : 978-2-7535-1650-2

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

ISBN : 978-2-7535-0927-6

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Mathias Gardet, « Présentation du dossier », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 11 | 2009, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3044> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.3044>

Ce document a été généré automatiquement le 4 décembre 2020.

© PUR

Présentation du dossier

Mathias Gardet

- 1 La plupart des chercheurs sur le secteur de la protection de l'enfance et de l'adolescence se confrontent à un moment donné à la tentation de savoir ce qu'il en est des principaux intéressés. Qui sont ces mineurs pris en charge ? Ont-ils laissé des traces de leur vécu dans les différentes institutions d'accueil ? Que racontent-ils d'eux-mêmes ? Qu'a-t-on fait et que peut-on faire de ces récits, quand ils existent ?
- 2 La confrontation des expériences menées par des historiens sur différents corpus d'archives nous amène tout d'abord à plusieurs constatations : la présence et la prise en compte d'une parole de ces milliers de jeunes pris en charge depuis la fin du XIX^e siècle est très inégale non seulement selon les époques, mais aussi selon les établissements ou organismes ; par ailleurs, l'usage qui en est fait est souvent détourné et vise rarement à constituer ou à donner valeur de témoignage.
- 3 La source principale à la portée des historiens est celle offerte par les dossiers personnalisés qui, depuis le XIX^e siècle, sont constitués et commencent à être conservés pour chaque individu mineur pris en charge, que ce soit au niveau judiciaire ou de l'assistance. La première découverte pour le chercheur est qu'il n'existe pas ou peu de modèles standard pour la constitution de ces dossiers, les textes législatifs (décrets, ordonnances et mêmes circulaires) en la matière étant bien silencieux. Sur le terrain, si l'établissement d'un dossier personnalisé est une pratique généralisée, en revanche les modalités de recueil des informations, le choix des documents à conserver et la coordination entre les différents services sont loin d'être la norme et dépendent souvent de la nature de l'organisme prenant en charge le mineur et même de la personnalité d'un inspecteur, d'un directeur ou tout simplement de l'agent chargé d'interroger ou de provoquer un écrit du jeune. Par ailleurs, malgré la définition – tardive – des dossiers comme archives publiques, même si l'organisme producteur et détenteur de ces fonds est associatif et privé, force est de constater que leur conservation a été parfois aléatoire et que de nombreux corpus ont disparu corps et bien, c'est le cas par exemple de la très célèbre colonie pénitentiaire de Mettray, modèle en son genre dès sa création en 1839 jusqu'à sa fermeture en 1937¹.

- 4 Une autre difficulté est celle de la centralisation des informations sur un seul et même individu. Si l'Assistance publique, puis l'Aide sociale à l'enfance, ont eu tendance à engranger dans un seul dossier l'itinéraire de leurs pupilles, même s'ils ont connu de nombreux placements, les autres organismes, notamment ceux habilités par la Justice, ont au contraire émietté ces informations à l'image des pérégrinations du mineur au cours de sa prise en charge. Chaque établissement ou service l'ayant accueilli a constitué ainsi un dossier-souche ou dossier-mère qu'il conserve dans ses murs après le départ du jeune (le plus souvent condamné à l'oubli dans les caves ou les greniers), et ceci quelle que soit la durée ou la prolongation du placement dans une autre institution. Il transmet au suivant au mieux une note synthétique, parfois rien, et c'est au nouveau centre d'accueil de se procurer les informations sur les antécédents du mineur.
- 5 Pour autant, une fois ces obstacles surmontés, il est possible de s'interroger si ces dossiers à usage institutionnel de type judiciaire ou assistantiel sont le reflet de la personnalité du mineur qu'ils sont censés incarner. Là encore, les corpus conservés ouvrent des perspectives plus ou moins riches. La plupart du temps, les dossiers laissent pas ou peu de place à la parole du mineur. Ils sont constitués de pièces administratives qui balisent l'itinéraire biographique du jeune, sans chercher à lui donner chair : extrait de naissance, fiche médicale ou carnet de santé, bulletin scolaire, fiches de paye, documents formalisant la prise en charge, ordonnance du juge, rapport d'inspecteur, enquête sociale, correspondance inter-institutionnelle... D'autres comportent en plus des avis d'experts, qui ne se contentent pas de collecter des informations sur la vie du jeune et en particulier sur ses difficultés, mais posent un jugement sur sa personnalité, son comportement moral, dressent son profil médico-psychologique et proposent une orientation. Ces expertises présentent des similitudes troublantes entre elles et donnent souvent l'impression de rentrer dans des cadres pré-établis, la confrontation avec les itinéraires particuliers des jeunes rencontrés par ces experts n'étant prise en compte que s'ils viennent apporter preuves ou illustrations aux théories formulées en amont sur les causes de la déviance ou du mal-être de ces mineurs dits en danger ou considérés comme dangereux. La construction et la mise en scène biographique du mineur proposées par les dossiers sont ainsi la plupart du temps rétrospectives, partant d'un délit ou d'une situation d'abandon pour remonter en arrière afin d'en trouver les causes ; postulant ainsi de fait que le passé du mineur est prédéterminé, en s'appuyant sur le concept contestable des lois inéluctables de l'hérédité. Cette hérédité est traquée dans les gènes, dans la physiologie, mais aussi dans le milieu social, voire même dans le comportement moral².
- 6 Certains corpus de dossiers offrent cependant des surprises, en conservant la trace tangible du mineur interpellé dans les différents dispositifs. Étant donnée la nature particulière de certains établissements, les dossiers individuels constitués sur chaque nouvel arrivant sont d'une exceptionnelle densité. Les moindres faits et gestes sont consignés par toute une gamme d'observateurs et le jeune lui-même sans le savoir est appelé à contribution. Dans les dossiers figurent en effet, outre les pièces administratives classiques, des paroles de jeunes retranscrites par les médiateurs que sont le policier, l'inspecteur, l'éducateur, l'assistante sociale ou le psychologue. Le jeune est ainsi soumis à des entretiens, dont le récit est presque toujours transcrit à la première personne, même s'il est rédigé par une tierce personne. Cette parole est saisie aussi de façon plus aléatoire dans les notices de comportement rédigées presque au

jour le jour par les différents intervenants en contact avec les mineurs qui n'hésitent pas à ouvrir les guillemets pour citer telle ou telle phrase entendue. S'il faut évidemment tenir compte du filtre conscient ou inconscient propre à toute parole rapportée par un tiers - même s'il prétend le faire fidèlement -, ces récits retranscrits ne sont pas toujours affadés, appauvris ou biaisés. Il est frappant au contraire de constater la pratique de retranscription d'une bonne partie de ces médiateurs qui parviennent souvent à se faire l'écho d'une polyphonie avec chacune leur gouaille, leurs expressions savoureuses, leurs balbutiements et qui varient fortement d'une personne interrogée à l'autre, même si elles sont consignées par la même plume.

- 7 Les dossiers contiennent enfin des écrits produits directement par les mineurs. Le premier type est la correspondance qui aboutit dans le dossier par différents biais. La voie la plus logique étant les missives envoyées par le jeune aux intervenants de sa prise en charge : cela peut être des lettres à l'inspecteur, à l'éducateur ou au juge responsable de son placement... ; elles peuvent avoir été rédigées pendant la durée d'un séjour ou bien à la sortie, parfois des années plus tard, pour réclamer une remise de peine, se plaindre de telle ou telle situation, réclamer telle ou telle liberté ou tout simplement donner des nouvelles ou bien demander des informations sur ses origines... Si certains de ces écrits donnent spontanément des informations sur le mode affectif, d'autres se livrent au compte-goutte, se prêtent à des stratégies pour plaire ou obtenir satisfaction. Quel que soit leur degré de « sincérité », ces correspondances donnent des informations précieuses sur les liens ambigus qui se tissent entre un individu et une institution le prenant en charge, d'autant que cette prise en charge s'effectue dans l'enfance, parfois sur une longue durée et sur un temps très concentré.
- 8 Le deuxième type de lettres ou notes manuscrites qui figurent dans les dossiers ne relèvent pas du même registre : ce sont la correspondance, les billets ou encore les journaux privés du jeune ou entre le jeune et ses proches (parents ou famille plus éloignée, petit ou petite ami(e), copains). Ces écrits parfois intimes ont été interceptés, copiés, parfois censurés, confisqués, parce que jugés irrévérencieux ou inadéquats ; ils constituent souvent des éléments à charge pour souligner l'immoralité du jeune, quand ne sont pas détectés des symptômes ou des troubles jugés plus graves. Ce droit de veto, de saisie, ouvre pour le chercheur une fenêtre impudique sur le vécu, les émotions de ces mineurs quand ils n'ont pas intégré eux-mêmes le risque d'interception, se prêtant alors à de fausses confessions.
- 9 Le troisième type de documents, plus rares, sont les écrits provoqués ou bien de façon directe en demandant au jeune de se livrer sous forme d'un récit autobiographique, ou bien de façon plus détournée par le truchement de rédactions consignées dans des petits cahiers scolaires. Il s'agit souvent d'exercices fictifs laissant libre cours à l'imagination. Mais qui dit appel à l'imaginaire ne veut pas forcément dire récit fantaisiste, si une partie des sujets proposés font ouvertement appel à la fabulation ou à la métaphore, d'autres sont ancrés directement dans une réalité quotidienne et les jeunes puisent souvent dans leur vécu pour y répondre sans avoir l'impression de répondre à un interrogatoire. Ces textes et dessins sont des témoignages, souvent très affûtés, sur un quotidien, un itinéraire, une condition sociale, sur la société en général. Cette liberté de parole pourrait sembler paradoxale étant donnée l'emprise institutionnelle souvent exercée par les centres où sont placés les jeunes ; ces derniers le perçoivent sans aucune naïveté. Si cette liberté est conquise, elle est aussi favorisée justement par l'environnement contraignant, même si elle est sans doute une forme

bien digérée de régulation. Tous ces univers clos que sont les internats savent en effet alterner subtilement entre les interdits et une certaine latitude.

- 10 Mais que l'on ne s'y trompe pas, si la parole des ces jeunes a été parfois recueillie, il ne s'agissait aucunement de leur donner voix au chapitre. La notion de droit des usagers est toute récente, elle a été amorcée timidement par la loi du 17 juillet 1978 réglementant la liberté d'accès aux documents administratifs et réaffirmée avec force notamment par la loi du 2 janvier 2002, instituant cette notion des droits des usagers du secteur social et médico-social. Elle implique l'idée d'un droit de regard, voire même d'un droit de parole et révolutionnera peut-être la nature des écrits professionnels et des documents qui seront désormais conservés dans les dossiers³. Par ailleurs, elle est pensée comme rétroactive et ouvre théoriquement à des générations d'anciens la possibilité d'avoir accès aux documents de leur prise en charge. Mais cet effet rétroactif, ne change rien au fait que ces dossiers, jusqu'à la fin du XX^e siècle, n'avaient pas été pensés dans l'idée que, un jour, le principal intéressé pourrait s'y référer ; l'hypothèse en était même exclue⁴. Ces voix, ces paroles engrangées au hasard des dossiers n'étaient écoutées que si elles étaient symptomatiques, que si elles apportaient une explication aux phénomènes déviants, seule cible de l'analyse, que si elles venaient conforter les catégories nosographiques établies, que si elles pouvaient constituer un cas exemplaire permettant de faire démonstration ou de mettre à l'épreuve de nouvelles théories. Elles ne constituaient aucunement des témoignages ou des récits de vie.
- 11 Ce miroir déformant a longtemps été source d'empêchement chez les historiens et en particulier chez les historiens de l'éducation et les historiens de la jeunesse⁵. Bien que tous pointaient la difficulté de travailler sur des paroles de jeunes, qui ne soient pas des reconstitutions élaborées *a posteriori* dans des mémoires, faute de corpus d'archives suffisamment nombreux et cohérents (même ceux produits dans le cadre scolaire) ; bien que les historiens travaillant sur les populations dites silencieuses ou sans parole (les femmes, les ouvriers, les migrants...) ont naturellement puisé dans les sources judiciaires pour retrouver des bribes de vies, des fragments de voix⁶ ; ceux travaillant sur les populations juvéniles ont rechigné à le faire, à moins de se spécialiser dans la délinquance ou l'assistance. Comme s'il existait une frontière bien nette entre une « jeunesse qui va bien » et une « jeunesse qui va mal » ; comme si le fait d'avoir eu affaire au système judiciaire ou à l'aide sociale à l'enfance faisait de vous une entité définitivement à part, non seulement en aval, mais aussi en amont de la prise en charge, et vous empêchait de vous exprimer comme les autres jeunes gens de votre âge et donc d'en être représentatif.
- 12 Ce dossier voudrait être une amorce de réflexion sur la place (le peu de place ?) de la parole des jeunes placés dans leurs dossiers, mais aussi une invitation pour tous les historiens et non pas seulement ceux spécialisés dans le secteur de la protection de l'enfance et de l'adolescence, à renouveler le regard porté sur les jeunes générations selon les périodes en les confrontant aux vécus, aux pratiques de sociabilité et aux visions portées par ces dernières sur la société adulte. L'engrenage institutionnel dans lequel les jeunes placés ont été pris a engendré, pour le bonheur des historiens, une pratique obsessionnelle de tout consigner, de tout conserver pour un usage parfois expéditif qui entraîne des accumulations de dossiers poussiéreux frisant le délire. Les jeunes les moins portés à l'écriture, ceux des milieux populaires, ont été obligés de s'exprimer, même s'ils ont été peu écoutés ; objet d'enquêtes multiples et

d'interrogatoire, leur entourage familial, scolaire et professionnel a été passé au crible. Profitons-en !

NOTES

1. L'historien Eric Pierre, avec l'aide de Jacques Bourquin, doit ainsi se contenter des témoignages rédigés a posteriori d'anciens colons, le plus célèbre étant Jean Genet, ou de sources judiciaires indirectes pour reconstituer la population de la colonie. Raoul Léger, *La colonie agricole et pénitentiaire de Mettray. Souvenirs d'un colon 1922-1927*, Paris L'Harmattan, 1997, 165 p.
 2. Les sciences du psychisme et l'enfance « irrégulière », *Le temps de l'histoire-RHEI*, n°6, octobre 2004, 326 p.
 3. Voir par exemple : Paulette Bensadon, *De l'écriture aux écrits professionnels*, Paris, L'Harmattan, 2005, 144 p. ou Isabelle Léglise (sous la dir.), *Pratiques, langues et discours dans le travail social. Ecrits formatés, oral débridé*, Paris L'Harmattan, 2004, 136 p.
 4. Gaétane Lamarche-Vadel, Une justice en trompe-l'œil. Le secret du dossier des mineurs, *Recherches*, n°44, octobre 1980, 136 p.
 5. François Proust (coordonné par), Les Jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes, Vaucresson, CRIV, 1986, 2 vol.
 6. Gérard Noiriel, *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1988, 438 p. ; Arlette Farge, *Quel bruit ferons nous ? Entretiens avec Jean-Christophe Marti*, Paris, Les prairies ordinaires, 2005, 219 pages ; Michelle Perrot, *Mon histoire des femmes*, Paris, Seuil, 2006, 256 p.
-

INDEX

Index géographique : France

Index chronologique : XIX^{ème} siècle, XX^{ème} siècle

Mots-clés : archives, dossiers personnels, paroles de jeunes, récit de vie

AUTEUR

MATHIAS GARDET

Historien, maître de conférences en sciences de l'éducation, Université de Paris 8, Centre interdisciplinaire de recherche, culture, éducation, formation, travail (CIRCEFT).